

De: Conseil Juridique [conseil.juridique@grandpoitiers.fr]
Envoyé: jeudi 17 septembre 2020 17:25
À: hmonnereau@beruges.fr
Objet: RE: BERRUGES CIMETIERE

Bonjour,

Vous nous avez interrogés sur la possibilité de rechercher la responsabilité de l'entreprise Art et la Matière en raison de désordres apparus sur une partie des allées du cimetière.

Après analyse, nous pensons qu'aucun recours ne peut être utilement actionné par la commune :

- 1) La responsabilité contractuelle de l'entrepreneur prend fin à la réception des travaux, sous réserve des droits et obligations financiers découlant du décompte définitif d'une part, et de la garantie de parfait achèvement d'autre part.

Aussi, si des réserves n'ont pas été émises lors de la réception des travaux (pour les désordres apparents) ou postérieurement à la réception (pour les désordres apparus durant la durée de la garantie de parfait achèvement), il n'est désormais plus possible de rechercher la responsabilité contractuelle de l'entreprise.

- 2) Au-delà de la responsabilité contractuelle, il existe également plusieurs garanties légales qui ne devraient pas pouvoir s'appliquer dans votre cas :

- La garantie biennale de bon fonctionnement ne s'applique qu'à des équipements
- La garantie décennale concerne les désordres qui soit portent atteinte à la solidité de l'ouvrage, soit le rendent impropre à sa destination. En l'occurrence, l'ouvrage étant le cimetière, les désordres ne sont pas d'une gravité telle qu'ils empêchent le cimetière de fonctionner ou menaceraient sa solidité
- La garantie trentenaire ne s'applique que très rarement et pour des cas présentant une certaine gravité : il faut prouver la faute de l'entrepreneur et que cette faute puisse être assimilée à une fraude ou à un dol (c'est-à-dire par exemple cacher volontairement des informations).

Bien cordialement,

Christophe COMET